

Positionnement du CSFD sur le Covid-19

Le Forum de la société civile sur les drogues (CSFD) est un groupe d'experts de la Commission européenne, créé en 2007 sur la base du Livre vert de la Commission sur le rôle de la société civile dans la politique en matière de drogue de l'UE. Le CSFD est composé de 45 organisations de la société civile issues de l'Europe tout entière et représentant différentes sensibilités et positions en matière de politiques des drogues.

L'objectif du forum est de fournir une plate-forme étendue pour un dialogue structuré entre la CE et la société civile européenne afin de soutenir, par des conseils pratiques, la formulation et la mise en œuvre de la politique en matière de drogue.

Le COVID-19 est responsable d'une pandémie mondiale entraînant une crise sanitaire et économique sans précédent. La pandémie a un impact particulièrement fort sur les citoyens les plus vulnérables de l'Union Européenne. Nous – le **Forum de la société civile sur les drogues** – souhaitons apporter notre réponse concernant les besoins essentiels des personnes qui utilisent des drogues et solliciter vos conseils et votre coordination dans le but de soutenir les États membres de l'UE.

Les personnes qui consomment des drogues sont, pour beaucoup, particulièrement à risque en raison d'une santé plus fragile (souvent à cause de maladies chroniques et d'autres conditions susceptibles de fragiliser le système immunitaire), de leur situation sociale et économique (souvent associée au sans-abrisme) et d'autres facteurs, tels que l'isolement social, la stigmatisation et la criminalisation.

Nombre de personnes marginalisées utilisatrices de drogues ont perdu leurs moyens de subsistance ainsi que leur logement en raison des mesures de confinement. Il est donc urgent d'agir afin d'éviter une crise humanitaire. En effet, comme l'a **indiqué l'expert des Nations Unies sur le droit à la santé**, « Les populations qui consomment des drogues sont vulnérables et devraient être reconnues comme étant un groupe à haut risque afin d'atténuer la propagation de la pandémie ».

Néanmoins, de nombreux États membres de l'UE n'ont jusqu'à présent pas réussi à élaborer et à mettre en œuvre des réponses efficaces pour protéger et aider cette population. [L'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies](#) déclare que « la crise actuelle de santé publique soulève de graves préoccupations pour le bien-être des personnes qui consomment des drogues, pour la garantie de la continuité des services qui leur sont dédiés, ainsi que pour la protection de celles et de ceux qui sont chargés de leur venir en aide. »

Par conséquent, le Forum de la société civile sur les drogues appelle la Commission européenne à répondre aux vulnérabilités et aux besoins des personnes qui consomment des drogues et à soutenir et conseiller les États membres et les prestataires de services. Les mesures d'aide et de soutien aux personnes qui font usage de drogues doivent comprendre les points suivants :

- Reconnaître les services dédiés aux problèmes de drogues comme des services socio-sanitaires essentiels, afin d'assurer un soutien approprié des autorités
- Veiller à ce que les équipements de protection individuelle (masques jetables, désinfectants pour les mains, etc.) et, si nécessaire, la nourriture, l'eau et les outils d'hygiène de base, soient fournis aux prestataires de services, aux pairs aidants et aux clients de chaque établissement, y compris les prisons.
- Veiller à ce que les personnes qui consomment des drogues aient un accès continu et sans restriction aux services de traitement des addictions et de réduction des méfaits (incluant les services de traitement de substitution aux opiacés, d'échanges de seringues et autres matériels d'injection, et l'accès à la naloxone)

Positionnement du CSFD sur le Covid-19

- Modifier le règlement interdisant ou limitant les doses à emporter de traitement de substitution et autres matériels de réduction des méfaits afin d'éviter tout contact inutile
- Recommander une mise en œuvre cohérente de la réduction de la demande de drogues sur la base de normes de qualité minimales pour répondre aux besoins réels des populations cibles en cette période de crise, en particulier les personnes qui utilisent / s'injectent des drogues, les professionnels travaillant avec ce groupe cible, les jeunes à risque, les sans-abris, les chômeurs etc.
- Assurer l'accès aux services de base et aux abris de jour et de nuit – avec la mise en place des mesures de sécurité adéquates – pour les personnes sans domicile, sans surpopulation, et prioriser les initiatives de logement
- Fournir des alternatives de revenu et des aides au logement aux communautés marginalisées qui ont perdu leurs moyens de subsistance en raison de la crise
- Réduire la population carcérale en procédant à des libérations anticipées, des grâces, des amnisties et des alternatives non coercitives à l'incarcération des personnes arrêtées, inculpées ou condamnées pour des délits mineurs ou non violents liés aux drogues, tout en garantissant la continuité des soins et l'accès à un logement convenable à la sortie.
- Diminuer l'importance de la réponse des forces de l'ordre dans les limites permises, car celles-ci augmentent la criminalisation, peuvent faire obstacle à la santé publique et individuelle (notamment en induisant les personnes à des usages à risques) et entravent la capacité des fournisseurs de services d'aide à accéder aux usagers de drogues.
- Soutenir les initiatives et les services d'urgence avec des opportunités de financement adéquates (y compris des fonds de solidarité pour d'autres régions, en particulier l'Europe de l'Est et l'Asie centrale).
- Recommander des investissements significatifs dans des programmes de prévention fondés sur des données probantes et dans d'autres sortes d'interventions dans le domaine de la santé mentale en raison de la pandémie actuelle et des mesures de confinement (par exemple, de nombreuses personnes souffrent de problèmes de santé mentale tels que l'anxiété, la dépression et le stress, en raison du confinement)
- Soutenir les processus de réinsertion et de suivi post-traitement, lesquelles sont et continueront d'être essentielles pour les personnes aux prises avec un trouble de l'usage de substance (prévenir les rechutes, mettre en œuvre des services de formation et d'employabilité et des alternatives aux mesures de distanciation sociale)
- Ces mesures de soutien doivent à la fois être mises en œuvre durant la période critique d'isolement social et après. Une fois la phase d'urgence sanitaire terminée, il sera primordial d'adopter des mesures concrètes pour atténuer les conséquences sanitaires et sociales que cette crise entraînera chez les consommateurs de drogues. Par ailleurs, il faudra prévoir les mouvements que connaîtra le marché des drogues et leurs effets sur les consommateurs.